



Accessibilité et durabilité financières de l'EAH - Comment rendre les services EAH plus abordables grâce à un meilleur suivi ?

Discussion

Avec le Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène (JMP) et les Analyse et évaluation mondiales de l'ONU-Eau sur l'assainissement et l'eau potable (GLAAS)

7 juin 2021

Présidé par Tom Slaymaker,

Conseiller principal, Responsable du JMP, UNICEF

1

Introduction

Catarina de Albuquerque, PDG de SWA

Bruce Gordon, Coordonnateur de l'unité EAH, OMS

2

Présentations

Guy Hutton, Conseiller principal, section EAH, UNICEF

Marina Takane, Technicienne, unité EAH, OMS

3

Table ronde

Modérée par Rick Johnston, Technicien, Responsable du JMP, OMS

S.E. Chreay Pom, Directeur général des affaires techniques, Ministère du développement rural, Cambodge

Perry Rivera, Conseiller, Service des eaux de Manille, Philippines

Joseph Eyatu, Directeur par intérim, Direction du développement hydrique, Ouganda

Seydou Nana, Directeur général, Ministère de l'eau et de l'assainissement, Burkina Faso

4

Questions-Réponses et conclusion

Pedro Arrojo Agudo, Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement



Ordre
du jour



SANITATION
AND WATER
FOR ALL

unicef
for every child

World Health
Organization

THE MEASUREMENT AND MONITORING
OF WATER SUPPLY, SANITATION AND
HYGIENE (WASH) AFFORDABILITY
A MISSING ELEMENT OF MONITORING
OF SUSTAINABLE DEVELOPMENT GOAL
(SDG) TARGETS 6.1 AND 6.2

A collaboration of the WHO-UNICEF Joint Monitoring
Programme (JMP), the UN-Water Global Analysis and
Assessment of Sanitation and Drinking-Water (GLAAS) and
an Expert Group on WASH Affordability

May 2021

WHO
UNICEF
JMP

glaas

Présentation : Mesurer et suivre l'accessibilité financière de l'EAH : concepts clés, découvertes et recommandations

Guy Hutton,

Conseiller principal, Section EAH, UNICEF



SANITATION
AND WATER
FOR ALL

Initiative de suivi mondial de l'accessibilité financière de l'EAH

But : Définir une vision commune et une méthodologie validée pour suivre l'accessibilité financière de l'EAH dans le monde durant la période des ODD et au-delà

- Participation multipartite
- Plan de suivi concret



Étayée par 6 études de cas nationales

Objectif 1. Conceptualisation

Comment l'accessibilité financière est-elle comprise et mesurée au sein du secteur EAH ? Dans d'autres secteurs ?

Objectif 2. Mesure

Quelles sont les sources de données disponibles pour mesurer et suivre l'accessibilité ?

Objectif 3. Futures sources de données

Comment améliorer la disponibilité des données ?

Objectif 4.

Liens avec les politiques

Comment utiliser les données dans le cadre de l'élaboration des politiques ?



Les 3 dimensions clés de l'accessibilité financière

1. Le prix ou le coût des services EAH au niveau des ménages.
2. Le pouvoir d'achat des ménages.
3. Le prix ou le coût des autres besoins des ménages

Matrice	Les ménages doivent payer la totalité des coûts de santé, d'éducation, de logement et de retraite		Les ménages bénéficient de services de santé, d'éducation, de logement et de retraite à bas prix ou gratuits	
	Coût de l'EAH faible	Coût de l'EAH élevé	Coût de l'EAH faible	Coût de l'EAH élevés
Revenu faible	Vulnérables	Très vulnérables	Non vulnérables	Vulnérables
Revenu médian	Non vulnérables	Vulnérables	Non vulnérables	Non vulnérables

5 manières complémentaires de mesurer l'accessibilité financière de l'EAH

- **Le comportement des personnes** face aux dépenses et niveaux de service EAH.
- **Les déclarations des personnes** sur leurs préférences en matière de dépenses et niveaux de service EAH.
- **La comparaison entre les dépenses EAH et un seuil de référence convenu** pour les dépenses EAH en pourcentage du total du revenu ou des dépenses des ménages.
- **Le niveau de pauvreté du ménage**, qui indique la possibilité pour ce dernier de bénéficier de mesures de soutien lui permettant d'accéder à des services EAH abordables.
- **Les mesures en place** permettant de garantir que les personnes pauvres et vulnérables ont les moyens économiques d'accéder aux services EAH.

CRITÈRES D'ÉVALUATION

1. Validité

Trois dimensions pour l'accessibilité financière

2. Précision

Les données reflètent-elles la situation ?

3. Pertinence et adhésion

Les parties prenantes qui les utilisent les comprennent-ils ?

4. Faisabilité

Est-il facile d'estimer un indicateur à l'aide de la méthodologie ?

Avantages et inconvénients de ces approches

Comportement des personnes face aux dépenses et niveaux de service EAH

Exemple : suivre la variation mensuelle de la demande en eau des ménages après une hausse ou une baisse de tarifs



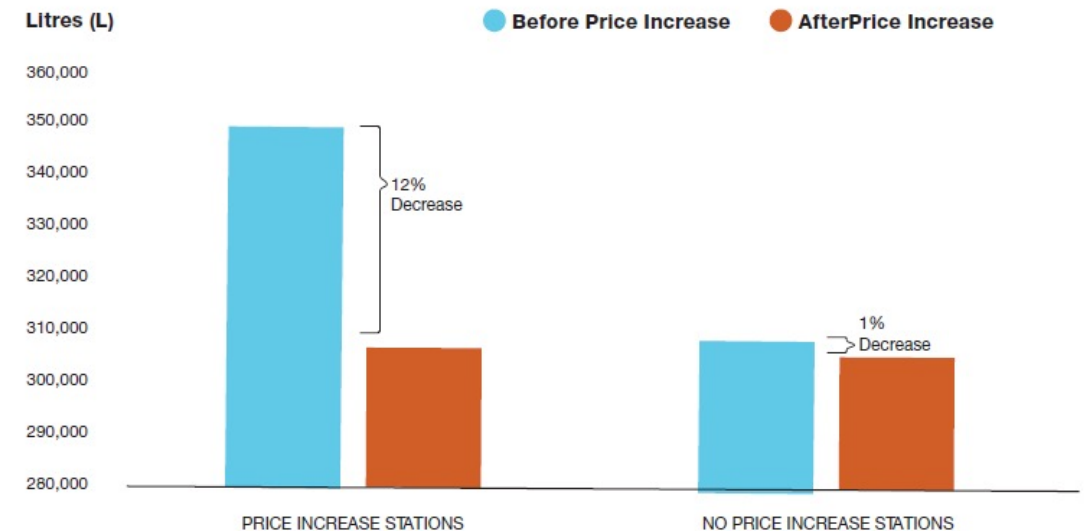
Nous observons des réactions concrètes face aux variations tarifaires en fonction des préférences des ménages et de leurs besoins d'autres services.



Possibilité de s'appuyer sur des expériences ou de puiser dans les bases de données des entreprises de services publics.



Comment parvenir à une différenciation des prix lorsque l'on observe qu'un groupe de population réduit sa demande ?



Source : Safe Water Network, Ghana

Avantages et inconvénients de ces approches

Déclarations des personnes sur leurs préférences en matière de dépenses et niveaux de service EAH

Exemple : étude de marché sur le consentement à payer pour un nouveau service (ou de meilleure qualité), ou question sur l'opinion au sujet des tarifs actuels



Les réponses des ménages tiennent compte de leurs préférences, de leur pouvoir d'achat et de leurs besoins



Les études sur le consentement à payer sont difficiles à interpréter



Les réponses varient selon la personne interrogée pour le compte du ménage



Les variations entre les ménages compliquent la fixation des prix



Peu d'ensembles de données disponibles et les grandes études sont coûteuses à mener

WILLINGNESS-TO-PAY BIDS FOR PUBLIC STANDPOSTS

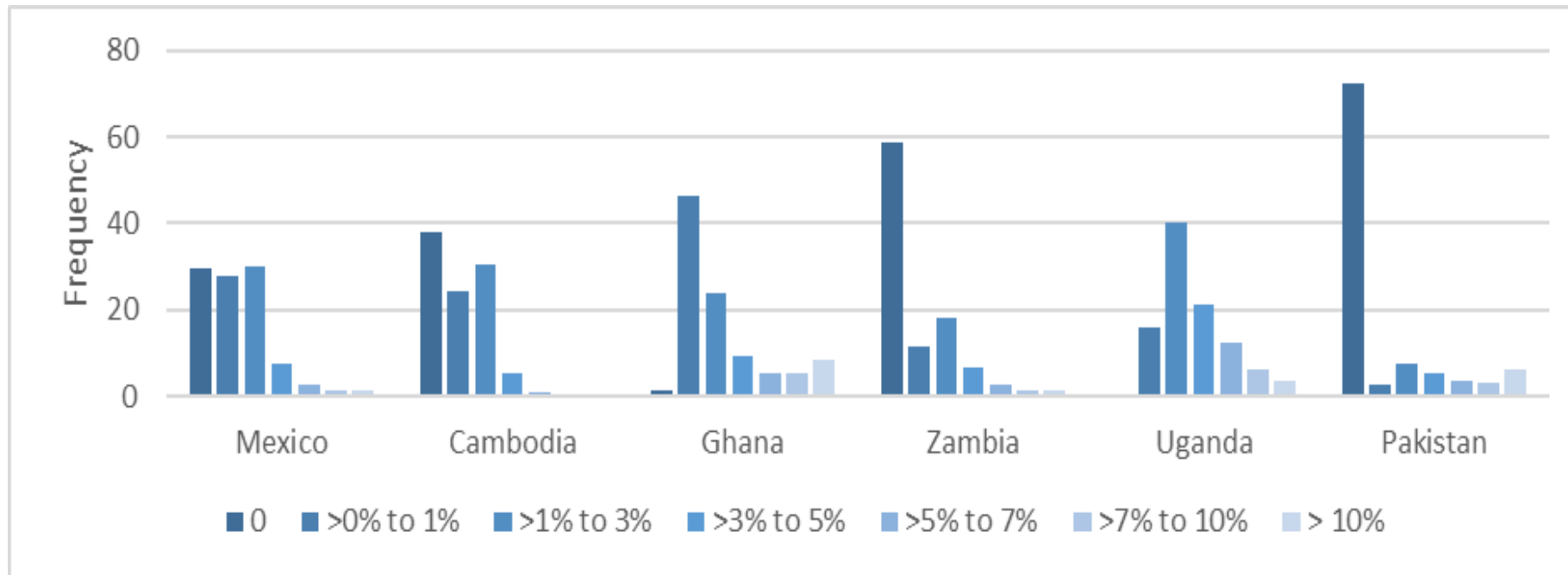
	Coefficient	t-ratio
Dependent variable: Probability that a household's willingness to pay for a public standpost falls within a specified interval		
Independent variables:		
Intercept	.841	1.350
Household wealth index (WLTH)	.126	2.939
Household with foreign income (FINC = 1 if yes)	.064	.232
Occupation index (IOCP = 1 if farmer)	-.209	-.848
Household education level (HHED)	.157	2.113
Distance from existing source (DIST)	.001	5.716
Quality index of existing source (QLT = 1 if satisfactory)	-.072	-2.163
Sex of respondent (male = 1)	-.104	-5.41
Log-likelihood		-206.01
Restricted log-likelihood		-231.95
Chi-square (freedom = 7)		51.878
Adjusted likelihood ratio		.142
Degrees of freedom		137

Avantages et inconvénients de ces approches

Comparaison entre les dépenses EAH et un seuil de référence convenu pour les dépenses EAH en pourcentage du total du revenu ou des dépenses des ménages

Exemple : combien de ménages, et lesquels, paient plus de 5 % de leur revenu pour des services d'approvisionnement en eau et d'eaux usées ?

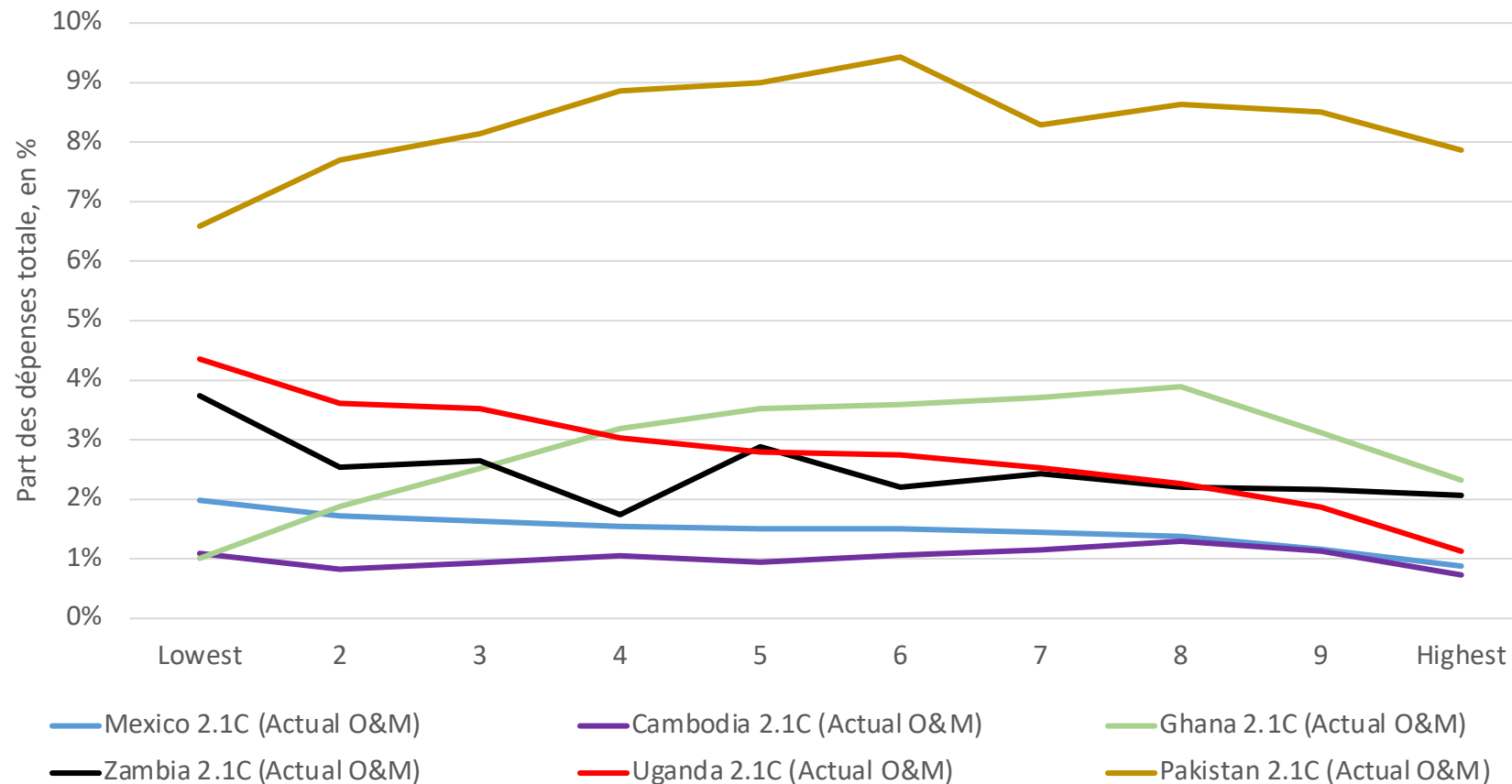
Différentes situations se dessinent selon les pays



Avantages et inconvénients de ces approches

Comparaison entre les dépenses EAH et un seuil de référence convenu

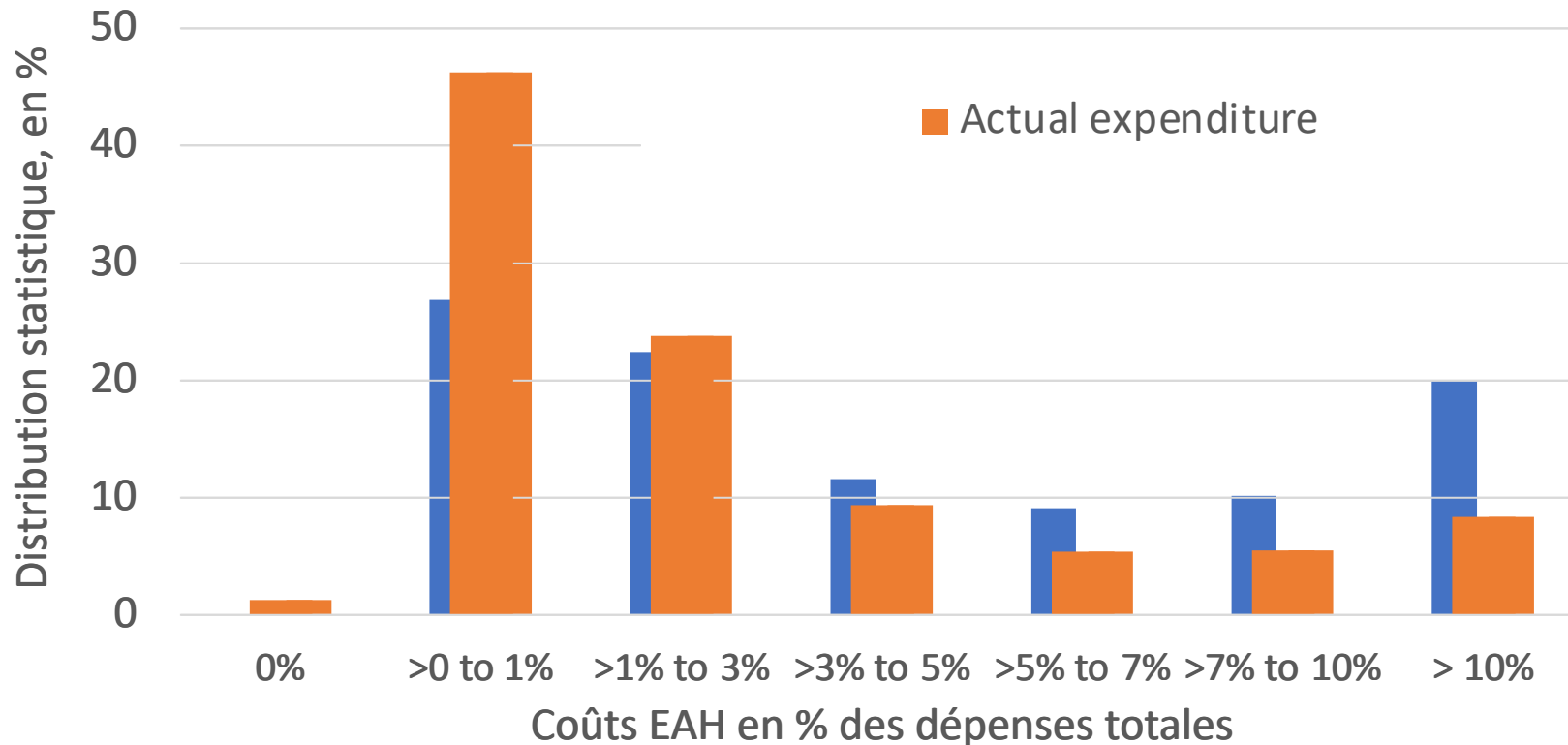
La mesure de la part du revenu utilisée dans différents groupes de revenus permet d'obtenir des données instructives



Avantages et inconvénients de ces approches

Comparaison entre les dépenses EAH et un seuil de référence convenu

Les données relatives aux dépenses sont fondées sur des services ne répondant pas aux normes dans de nombreux ménages et/ou certaines dépenses EAH ne sont pas prises en compte

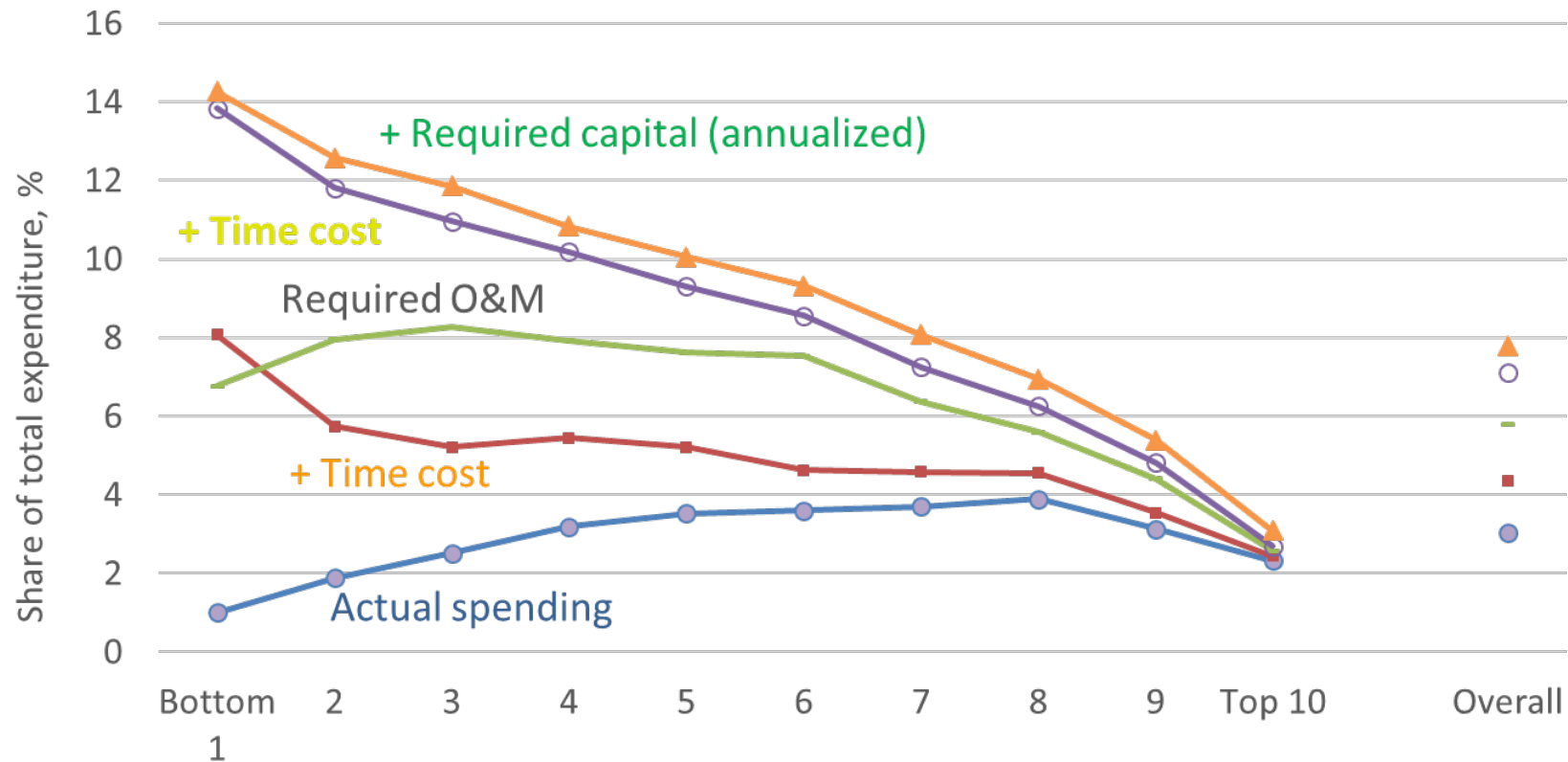


La part des coûts EAH dans le revenu augmente lorsque le déficit de service est comblé

Avantages et inconvénients de ces approches

Comparaison entre les dépenses EAH et un seuil de référence convenu

En ajoutant les coûts oubliés, la durée d'accès et en comblant le déficit de service



Une fois ces coûts ajoutés, le niveau d'accessibilité financière change fortement pour les déciles de revenus les plus pauvres

Avantages et inconvénients de ces approches

Comparaison entre les dépenses EAH et un seuil de référence convenu



Les enquêtes sur les revenus et les dépenses (ERD) comportent des questions de base sur les dépenses EAH, ce qui permet leur ventilation



ERD menées tous les 3-5 ans et données pas toujours publiques



Prise en compte partielle des coûts par les ERD, notamment pour les services informels ou si les sources varient selon les saisons



Les ERD excluent le délai d'accès à l'eau et l'assainissement



Possibilité de combler les déficits de coûts et de services



Approche déjà largement utilisée et facile à comprendre



La validité de cette approche est plus élevée pour des ménages qui dépendent de services formels et ponctuels, et si les services répondent aux normes nationales

Avantages et inconvénients de ces approches

Comparaison entre les dépenses EAH et un seuil de référence convenu



Comment juger si un service est ou non abordable ?

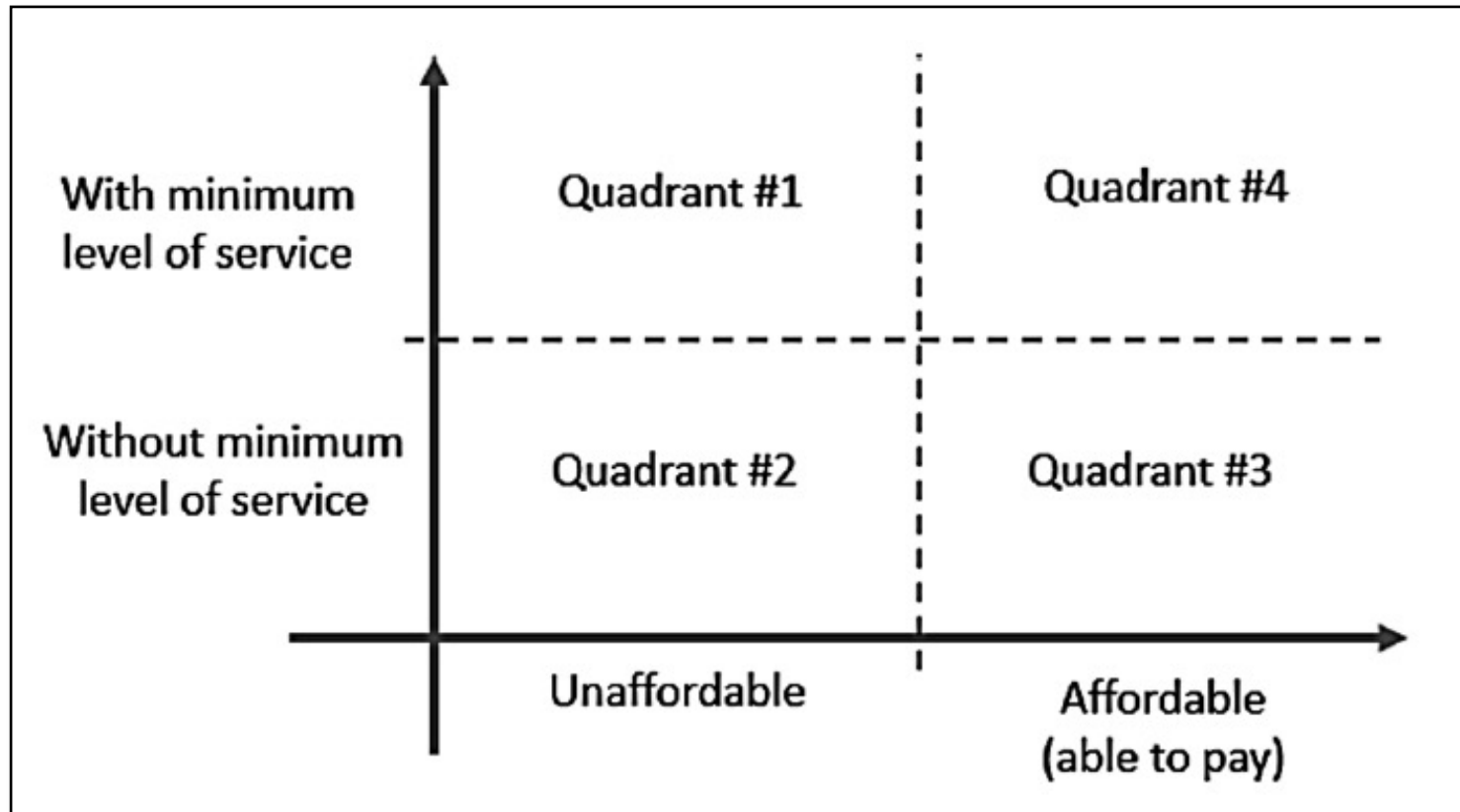
Question : Comment définir un seuil d'accessibilité financière de référence pour l'EAH sans savoir ce que les ménages doivent payer pour d'autres services de base ?

Mentions de l'accessibilité financière dans les cibles des ODD

- ODD 3.8 : Protection contre les risques financiers (couverture sanitaire).
- ODD 3.b : Médicaments et vaccins essentiels à un coût abordable.
- ODD 4.3 : Éducation à un coût abordable.
- ODD 6.1 : Eau potable à un coût abordable.
- ODD 7.1 : Services énergétiques à un coût abordable.
- ODD 9.1 : Infrastructure à un coût abordable.
- ODD 9.3 : Prêts à des conditions abordables.
- ODD 9.c : Accès à Internet à un coût abordable.
- ODD 11.1 : Logement à un coût abordable.
- ODD 11.2 : Systèmes de transport à un coût abordable.

Avantages et inconvénients de ces approches

Comparaison entre les dépenses EAH et un seuil de référence convenu



In fine, une classification est nécessaire

Hutton et Andres (2018). Counting the Costs and Benefits of Equitable WASH Service Provision. Chapitre 16 dans « Achieving Equality in Water and Sanitation Services ». Publié par Cummins O et Slaymaker T. Taylor & Francis, Routledge, Royaume-Uni.

Avantages et inconvénients de ces approches

Niveau de pauvreté du ménage, qui indique la possibilité pour ce dernier de bénéficier de mesures de soutien lui permettant d'accéder à des services EAH abordables

Exemple : toutes les personnes identifiées comme vivant au-dessous du seuil de pauvreté peuvent bénéficier du soutien du gouvernement ou d'ONG (de manière ponctuelle ou récurrente)



Les sources de données coïncident entre elles



Fondé sur des processus établis visant à apporter un soutien aux populations pauvres



Peut faciliter la consolidation des paiements de l'aide sociale incluant l'EAH



*Comment est mesurée la pauvreté ?
Quelle est la fréquence de mise à jour du statut ?*

Le niveau de pauvreté détermine-t-il l'ampleur des subventions ?



Avantages et inconvénients de ces approches

Quelles mesures sont en place pour garantir que les personnes pauvres et vulnérables ont les moyens économiques d'accéder aux services EAH ?

Exemple : documenter les politiques et les allocations de ressources qui renforcent l'accessibilité financière des services EAH

REMARQUE : il faut interpréter les données relatives aux dépenses en fonction des mesures de soutien et de leur poursuite/élargissement



Le système GLAAS collecte des données standardisées dans + de 100 pays tous les 2 ans



Aucun indicateur ne saurait refléter à lui seul l'accessibilité financière. Il est nécessaire de procéder à une triangulation d'indicateurs.




Le niveau de mise en œuvre des politiques est davantage à prendre en compte que leur existence



Vue d'ensemble des recommandations

1. Lancer un suivi mondial des dépenses des ménages consacrées à l'EAH par rapport à leurs dépenses totales, à partir d'ensembles de données disponibles à l'échelle mondiale.
 - 50 pays ont réalisé des enquêtes nationales sur les dépenses depuis 2016.
 - Ajuster les estimations : ajouter les coûts des retards et combler les déficits de services.
 - Fournir les principales ventilations.
 - Classer par niveau de service et de coupures (0-1 %, 1-2 %, etc.) afin que les pays puissent procéder à leur propre interprétation.
2. Chercher à étendre les bases de données sur les normes de coûts nationales selon les technologies/niveaux de service pour permettre d'évaluer les coûts que les ménages devront payer pour atteindre les ODD. Intégrer les problèmes de durabilité et de résilience climatique.
3. Promouvoir l'intégration de questions (supplémentaires) sur l'EAH dans les futures enquêtes.
4. Lancer un débat plus large (intersectoriel) sur l'interprétation des ratios de dépenses.
5. Justifier et soutenir davantage d'études nationales approfondies utilisant d'autres sources de données locales.



The background image shows a traditional well with a wooden frame and a bucket hanging from a rope. A woman is sitting on the ground next to the well. The image is overlaid with a dark teal semi-transparent box containing text.

**Présentation : Possibilité de suivi
mondial des politiques et
mécanismes par le biais de
l'enquête GLAAS de l'ONU-Eau**
Marina Takane,
Technicienne, unité EAH, OMS

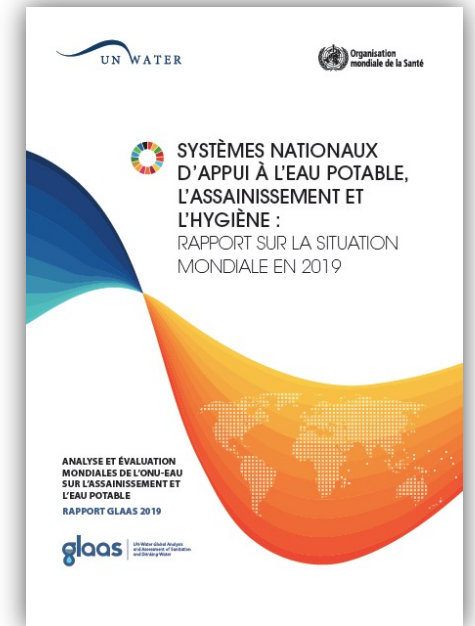


SANITATION
AND WATER
FOR ALL

L'enquête GLAAS, qu'est-ce que c'est ?

Calendrier de collecte des données

- **Suivi mondial des éléments et des processus** nécessaires pour étendre et maintenir des systèmes et services EAH pour tous, en particulier pour les populations non desservies et vulnérables
- Coresponsable des **cibles des ODD 6.a et 6.b**
- Dernier rapport centré sur les **politiques, plans et cibles fixés à l'échelle nationale** dans le cadre des ODD
- Le **6^e cycle de collecte de données** commencera cette année (T3 2021)
 - Collecte de données auprès de pays et d'organismes d'assistance extérieure
 - 115 pays et 29 organismes d'assistance extérieure ont participé au précédent cycle
- Le **prochain rapport GLAAS** sera lancé à la fin de l'année prochaine (T4 2022)



Indicateurs GLAAS liés à l'accessibilité financière de l'EAH

- 1 Legal: Does the constitution or other legislation recognize water and sanitation as human rights?
- 2 Regulatory: To what extent do regulations, standards and regulatory instruments exist for drinking-water and wastewater?
- 3 Policy: Are policy and planning development processes effective?
- 4 Policy: What is the national coverage target in each sub-sector?
- 5 Policy: Is there an affordability target for drinking-water (rural, urban)?
- 6 Programming: To what extent are there measures to extend services to vulnerable populations in national policies and plans? (9 categories given in form)
- 7 Participation: Are there clearly defined procedures in laws or policies for participation by service users (e.g. households) and communities and what is the level of participation?
- 8 Monitoring: Are there clearly defined performance indicators used for equitable coverage?
- 9 Monitoring: What is the progress towards affordability target for drinking-water (rural, urban)?
- 10 Monitoring: Is progress in extending and sustaining service provision specifically to the following populations tracked and reported? (9 categories given in form)
- 11 Financing: If a sector / sub-sector plan exists, has the plan been supported with adequate financing to implement the plan? Are there sufficient human resources to implement the plan?
- 12 Financing: Are operations and basic maintenance (O&M) covered by tariffs or household contributions?
- 13 Financing: Are there specific measures in the financing plan to target resources to reduce inequities in access and levels of service and are they being applied for vulnerable groups? (9 categories given in form)
- 14 Financing: Are there financial schemes to make access to WASH more affordable for vulnerable groups?
- 15 Financing: Is affordability of WASH services defined in policies or plans (e.g. no more than 2% of median household income)?
- 16 Financing: Please provide examples of affordability schemes in use and the scope of coverage, including how specific groups are targeted for these schemes.
- 17 Financing: Going forward, do you estimate that financing from all sources allocated to water/sanitation/hygiene is sufficient to reach national targets?

• **17 indicateurs GLAAS** sont directement ou indirectement associés à l'accessibilité financière de l'EAH et couvrent les aspects suivants :

- Cadre légal
- Cadre réglementaire
- Politiques
- Programmation
- Participation
- Suivi
- Financement

Indicateurs GLAAS liés à l'accessibilité financière de l'EAH

- 1 Legal: Does the constitution or other legislation recognize water and sanitation as human rights?
- 2 Regulatory: To what extent do regulations, standards and regulatory instruments exist for drinking-water and wastewater?
- 3 Policy: Are policy and planning development processes effective?
- 4 Policy: What is the national
- 11 Financing: If a sector / sub-sector plan exists, has the plan been supported with adequate financing to implement the plan? Are there sufficient human resources to implement the plan?
- 12 Financing: Are operations and basic maintenance (O&M) covered by tariffs or household contributions?
- 13 Financing: Are there specific measures in the financing plan to target resources to reduce

5

Politique : Existe-t-il un objectif d'accessibilité financière pour l'eau potable (urbaine, rurale) ?

- 7 Participation: Are there clearly defined procedures in laws or policies for participation by service users (e.g. households) and communities and what is the level of participation?
- 8 Monitoring: Are there clearly defined performance indicators used for equitable coverage?
- 9 Monitoring: What is the progress towards affordability target for drinking-water (rural, urban)?
- 10 Monitoring: Is progress in extending and sustaining service provision specifically to the following populations tracked and reported? (9 categories given in form)
- 16 Financing: Please provide examples of affordability schemes in use and the scope of coverage, including how specific groups are targeted for these schemes.
- 17 Financing: Going forward, do you estimate that financing from all sources allocated to water/sanitation/hygiene is sufficient to reach national targets?

- **44 pays sur les 93 ayant répondu (47 %)** ont indiqué avoir fixé des cibles pour parvenir à une eau potable abordable.
- Par exemple :
 - Les **Seychelles** ambitionnent de maintenir le coût de l'eau potable au-dessous du seuil de 5 % du revenu disponible des ménages et ont pour objectif d'atteindre 3 % d'ici à 2030.
 - Le **Lesotho** a fixé comme objectif de plafonner à 5 % d'ici à 2020 la part du revenu disponible des ménages en zones urbaines consacrée à l'eau potable.
 - La **Jamaïque** vise quant à elle à ne priver personne d'un accès à l'eau potable en raison d'une incapacité à payer.
 - Les **Maldives** ont indiqué vouloir donner un accès universel gratuit aux services d'eau potable dans les zones rurales.

Indicateurs GLAAS liés à l'accessibilité financière de l'EAH

6

La programmation : Dans quelle mesure existe-t-il des mesures pour étendre les services aux populations vulnérables dans politiques et plans nationaux ? (9 catégories données dans le formulaire)

10

Le suivi : Les progrès réalisés dans l'extension et le maintien l'offre de services spécifiquement aux populations suivantes sont-ils suivis et rapportés ? (9 catégories indiquées dans le formulaire)

13

Le financement : Y a-t-il des mesures spécifiques dans le plan de financement pour cibler les ressources afin de réduire les inégalités d'accès et de niveaux de service et sont-elles appliquées aux groupes vulnérables ? (9 catégories données dans le formulaire)

Tableau 5.1 Mesures visant à étendre les services aux populations pauvres par classification selon le revenu

● 80–100 % ● 60–79 % ● 40–59 % ● 0–39 %

		Gouvernance	Suivi	Financement
		Les politiques et les plans prévoient des mesures spécifiques pour atteindre les populations pauvres	Les progrès réalisés dans l'extension de la prestation de services aux populations pauvres font l'objet d'un suivi et de rapports	Des mesures spécifiques du plan de financement visant à cibler les ressources vers les populations pauvres sont appliquées systématiquement
Assainissement	Classification selon le revenu de la Banque mondiale ^a			
	Tous les pays répondants	111	69 %	32 %
	Revenu faible	28	79 %	25 %
	Revenu intermédiaire de la tranche inférieure	38	71 %	39 %
	Revenu intermédiaire de la tranche supérieure	32	69 %	38 %
	Revenu élevé	12	50 %	17 %
Eau potable	Tous les pays répondants	110	74 %	35 %
	Revenu faible	28	93 %	25 %
	Revenu intermédiaire de la tranche inférieure	36	75 %	42 %
	Revenu intermédiaire de la tranche supérieure	32	66 %	41 %
	Revenu élevé	13	54 %	31 %

^a Pour plus d'informations sur la classification de la Banque mondiale selon le revenu, veuillez consulter la page Internet : <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lending-groups>.
Source : Enquête GLAAS auprès des pays 2018/2019.

Indicateurs GLAAS liés à l'accessibilité financière de l'EAH

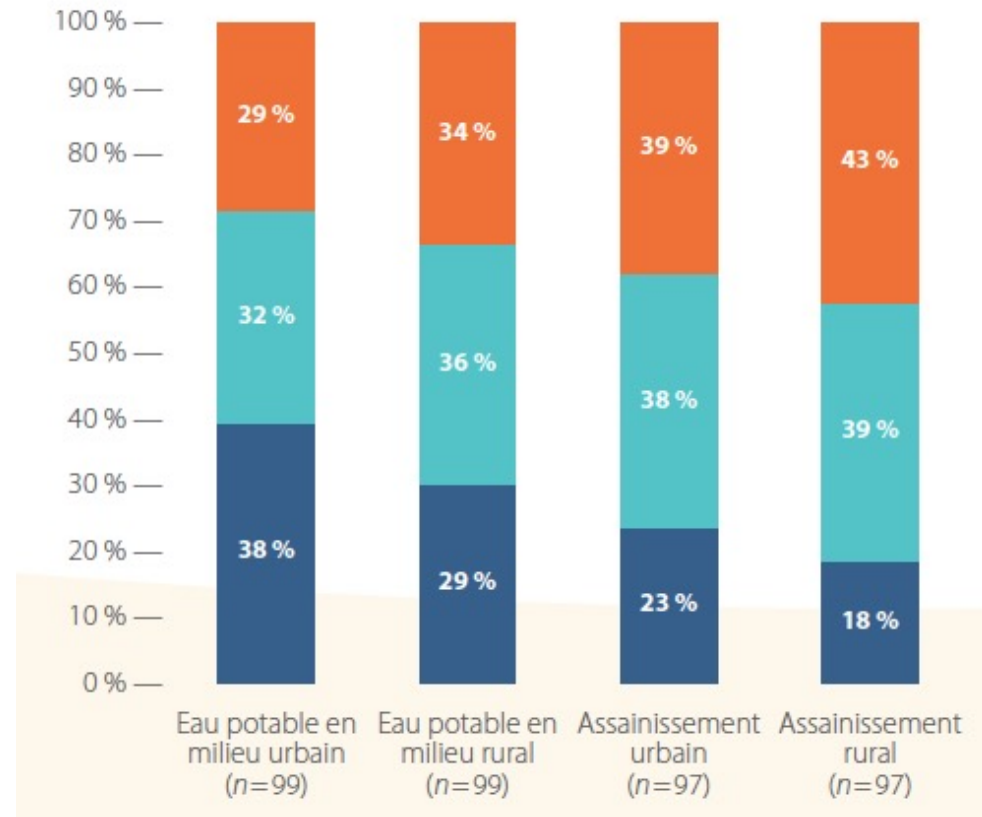
- 1 Legal: Does the constitution or other legislation recognize water and sanitation as human rights?
- 2 Regulatory: To what extent do regulations, standards and regulatory instruments exist for drinking-water and wastewater?
- 3 Policy: Are policy and planning development processes effective?
- 11 Financing: If a sector / sub-sector plan exists, has the plan been supported with adequate financing to implement the plan? Are there sufficient human resources to implement the plan?
- 12 Financing: Are operations and basic maintenance (O&M) covered by tariffs or household contributions?
- 13 Financing: Are there specific

14 Le financement : Existe-t-il des dispositifs financiers financiers pour rendre l'accès à WASH plus abordable pour les groupes vulnérables ?

- 7 Participation: Are there clearly defined procedures in laws or policies for participation by service users (e.g. households) and communities and what is the level of participation?
- 8 Monitoring: Are there clearly defined performance indicators used for equitable coverage?
- 9 Monitoring: What is the progress towards affordability target for drinking-water (rural, urban)?
- 10 Monitoring: Is progress in extending and sustaining service provision specifically to the following populations tracked and reported? (9 categories given in form)
- 16 Financing: Please provide examples of affordability schemes in use and the scope of coverage, including how specific groups are targeted for these schemes.
- 17 Financing: Going forward, do you estimate that financing from all sources allocated to water/sanitation/hygiene is sufficient to reach national targets?

Figure 5.5 Existence de mécanismes financiers pour rendre l'accès à WASH plus accessible financièrement aux groupes vulnérables

- Des mécanismes existent et sont largement utilisés
- Des mécanismes existent mais ne sont pas largement utilisés
- Pas de mécanismes



Indicateurs GLAAS liés à l'accessibilité financière de l'EAH

1 Legal: Does the constitution or other legislation recognize water and sanitation as human rights?

2 Regulatory: To what extent do regulations, standards and regulatory instruments exist for drinking-water and wastewater?

3 Policy: Are policy and planning development processes effective?

4 Policy: What is the national coverage target in each sub-sector?

11 Financing: If a sector / sub-sector plan exists, has the plan been supported with adequate financing to implement the plan? Are there sufficient human resources to implement the plan?

12 Financing: Are operations and basic maintenance (O&M) covered by tariffs or household contributions?

13 Financing: Are there specific measures in the financing plan to target resources to reduce inequities in access and levels of service and are they being

15

Financement : L'accessibilité financière des services WASH est-il défini dans dans les politiques ou les plans (par exemple, pas plus de 2 % du revenu médian des ménages) ? pas plus de 2% du revenu médian des médian des ménages) ?

8 Monitoring: Are there clearly defined performance indicators used for equitable coverage?

9 Monitoring: What is the progress towards affordability target for drinking-water (rural, urban)?

10 Monitoring: Is progress in extending and sustaining service provision specifically to the following populations tracked and reported? (9 categories given in form)

17 Financing: Going forward, do you estimate that financing from all sources allocated to water/sanitation/hygiene is sufficient to reach national targets?

Tableau 5.3 Exemples de définitions nationales de l'accessibilité financière des services WASH

Pays	Définition de l'accessibilité financière
Indonésie	4 % du revenu minimum régional pour l'eau potable
Lesotho	5 % du salaire minimum pour l'eau potable
Lituanie	4 % du revenu mensuel moyen de la famille pour l'eau potable et l'assainissement
République démocratique populaire lao	3 % du revenu du ménage pour l'eau potable en milieu urbain
Ukraine	Logement et services publics ne représentant pas plus de 10 % du revenu mensuel brut pour les ménages à faible revenu et les personnes en situation de handicap ; pas plus de 15 % du revenu mensuel moyen pour le reste de la population

Source : Enquête GLAAS auprès des pays 2018/2019.

Indicateurs GLAAS liés à l'accessibilité financière de l'EAH

- 1 Legal: Does the constitution or other legislation recognize water and sanitation as human rights?
- 2 Regulatory: To what extent do regulations, standards and regulatory instruments exist for drinking-water and wastewater?
- 3 Policy: Are policy and planning development processes effective?
- 4 Policy: What is the national coverage target in each sub-sector?
- 5 Policy: Is there an affordability target for drinking-water (rural, urban)?
- 6 Programming: To what extent are these measures
- 11 Financing: If a sector / sub-sector plan exists, has the plan been supported with adequate financing to implement the plan? Are there sufficient human resources to implement the plan?
- 12 Financing: Are operations and basic maintenance (O&M) covered by tariffs or household contributions?
- 13 Financing: Are there specific measures in the financing plan to target resources to reduce inequities in access and levels of service and are they being applied for vulnerable groups? (9 categories given in form)
- 14 Financing: Are there financial schemes to make access to WASH more affordable for vulnerable groups?

16

Financement : Veuillez fournir des exemples de mécanismes d'accessibilité financière utilisés et l'étendue de la couverture, y compris comment groupes spécifiques sont ciblés pour ces programmes.

- 10 Monitoring: Is progress in extending and sustaining service provision specifically to the following populations tracked and reported? (9 categories given in form)

- **Fidji** : programmes d'approvisionnement en eau gratuit pour les ménages aux revenus inférieurs à 30 000 dollars É.-U.
- **Ghana** : subvention de 50 à 75 % du coût des installations pour les ménages à faible revenu.
- **Hongrie** : le Gouvernement soutient les municipalités où le coût des services d'alimentation en eau est supérieur à la moyenne nationale (par ex., en raison de la distance ou d'un coût du traitement de l'eau élevé) afin de maintenir les tarifs dans la moyenne nationale.
- **Lesotho** : gel des tarifs pour la première tranche visant les groupes les plus pauvres et facturation inférieure ou égale à 5 % du salaire minimum, sans frais fixes.
- **L'Afrique du Sud** a mis en place dans toutes ses communes une politique nationale de gratuité des services de base pour les populations les plus pauvres. En 2016, 4,7 millions de ménages ont bénéficié de services d'approvisionnement en eau de base gratuits et 3,3 millions de l'assainissement de base gratuit.

GLAAS : Les prochaines étapes en matière d'accessibilité financière de l'EAH

- L'enquête GLAAS continuera de collecter et d'analyser des données sur les facteurs et processus en matière d'accessibilité financière.
- Intégration des données sur l'accessibilité financière de l'EAH dans le **portail de données de l'enquête GLAAS** (lancement prévu au T3 2021).
- Possibilité de publier des **faits marquants thématiques sur l'accessibilité financière de l'EAH**.
- Mise en regard des analyses en matière d'accessibilité financière avec les propres **témoignages du secteur EAH**.